

# MR et Ecolo dénoncent les petits arrangements entre amis au sein du gouvernement wallon

## LE RÉSUMÉ

**L'opposition MR et Ecolo dénonce** la façon dont le gouvernement PS-cdH a réparti l'enveloppe de **1,1 milliard** dans le cadre des fonds européens.

«**Copinage**», «**saupoudrage**», «des membres de la Task force **redevables du pouvoir** en place et qui doivent beaucoup à la Région»,...Les mots sont durs.

Du côté de la majorité, on est scandalisé et on **crie à l'injure**.

## L'opposition fustige les méthodes du gouvernement wallon dans la répartition des fonds européens.

FRANÇOIS-XAVIER LEFÈVRE

**L'**heure est aux règlements de comptes politiques en Wallonie. Au centre des invectives: une cagnotte de plus de 1,1 milliard d'euros et de nombreuses villes comme Verviers, Ciney, Spa ou Stavelot qui se retrouvent sur le carreau après la distribution des fonds européens pour le développement régional (Feder).

### Le match de boxe

D'un côté, la majorité PS-cdH qui dirige le destin de la Wallonie depuis les dernières élections. Paul Magnette (PS) défend la méthode utilisée par l'exécutif wallon pour répartir les fonds européens. Les résultats ont été dévoilés il y a une dizaine de jours. «Le gouvernement a confié le travail à une Task force indépendante. 438 projets ont été retenus sur plus de 1.200 dossiers déposés. Les choix ont été opérés sur base de l'avis de la Task force et le gouvernement a suivi les avis à 95%», expliquait le ministre-président de la Région wallonne. Bref, circulez, il n'y a rien

a voir...

L'opposition n'est pas du même avis. Le MR et Ecolo dénoncent aujourd'hui très sévèrement cette méthode gouvernementale. Pour les deux partis, la façon dont les fonds européens ont été répartis manque de transparence et d'objectivation. Le «copinage» politique a-t-il pris le dessus? Les ministres PS et cdH du gouvernement wallon ont-ils favorisé leurs «bastions» électoraux au moment de distribuer les millions d'euros reçus de l'Europe? Ont-ils décidé de faire payer le MR pour sa trahison à Verviers?

### Une task force inféodée

Le ministre Maxime Prévot (cdH) a beau avoir juré il y a quelques jours que le gouvernement est en dehors de tout soupçon de saupoudrage politique, MR et Ecolo affirment le contraire. «*Saupoudrage et copinage subsistent malheureusement dans la sélection Feder en Wallonie*», estime le député Ecolo Philippe Henry. Pierre-Yves Jeholet, le chef des libéraux au Parlement wallon, tape plus fort en mettant ouvertement en doute l'indépendance de la Task force et de certains de ses experts désignés par le gouvernement pour opérer le gros de la sélection des projets soumissionnés. On retrouve dans cette Task force des noms comme Philippe Delusinne (RTL-TVI), Eric Domb (Pairi Daiza), Martine Durez (UMons), Jean-Marie Dujardin (HEC-ULg), Marcel Miller (Alstom), Luc Vansteenkiste (président du jury des pôles de compétitivité). «*Loin de moi l'idée de remettre en cause la qualité de ces personnes mais quand je vois les experts qui ont été choisis pour siéger dans cette Task force, je suis sceptique... Certains sont redevables du pouvoir en place et doivent beaucoup à la Région wallonne. Je ne peux pas imaginer que le politique n'ait pas mis sa main dedans. Cette Task force a été sous l'influence des ministres. Prenez Martine Durez, elle est la représentante du PS dans de nombreux conseils d'administration. Peut-elle être vraiment indépendante?*», affirme le député Pierre-Yves Jeholet. Philippe Henry partage l'avis du MR. «*Il ne faut pas oublier que ces personnes ont été choisies par le gouvernement (sous la précédente législature avec Ecolo, NDLR)*».

MR et Ecolo fustigent aussi l'hypocrisie du gouvernement. La majorité PS-cdH a expliqué s'être réservé 4,2% de dérogation sur l'ensemble des avis rendus par la Task force. «*La dérogation de 4,2% porte sur 1,1 milliard mais l'enveloppe globale est de 1,6 milliard. Le gouvernement doit encore distribuer 550 millions. La dérogation est alors de 36%. Plus d'un tiers des projets sont sélectionnés par le gouvernement*», pointe le MR. Ecolo poursuit: «*Comment seront utilisés les 500 millions accordés*

*aux invests sans l'analyse indépendante de la Task force?*»

### Verviers, une victime collatérale?

L'opposition en a encore dans son sac. Le cas de la ville de Verviers est vite dénoncé. «*Verviers fait partie des zones prioritaires et avait demandé 77 millions. Elle n'a reçu que 8 millions. Pourquoi? La sélection et les critères retenus posent question*», dit Philippe Henry. Pierre-Yves Jeholet est plus direct. «*C'est un règlement de compte du PS qui a été évincé de la majorité à Verviers. Qu'on m'explique en quoi le financement d'un escalier à Huy pour 2,5 millions fait plus partie de la stratégie de redressement de la croissance. On est dans le jeu de l'influence politique. La main politique est là.*»

### Des critiques injurieuses

Ecolo a aussi analysé les différents projets repêchés par le gouvernement et qui seront financés sur fonds propres. «*Il y a des projets de rénovation du centre des villages de Dison et Limbourg, dont les bourgmestres sont socialistes. Mons, Farciennes et Tournai (également socialistes, NDLR) bénéficient de ce repêchage. D'où vient ce budget complémentaire de 23 millions? Cela donne bel et bien l'impression que le gouvernement a voulu satisfaire ses copains.*» Le MR pointe, lui, les villes de Dour et de Bastogne, deux bastions cdH.

Les libéraux rappellent aussi qu'à l'origine, la ville de Tournai n'était pas retenue dans les 12 pôles urbains. «*C'est Rudy Demotte qui a fait pression pour qu'on retienne Tournai. Le cdH a lui fait pression pour que le gouvernement intègre Arlon et Namur. En sélectionnant 12 pôles prioritaires, il aurait été plus honnête de dire aux autres villes que cela ne servait à rien de rentrer des projets*», dénonce Pierre-Yves Jeholet.

Du côté de la majorité, on est furieux. «*Il y a eu une volonté d'objectivation voulue par le gouvernement. Cette objectivation repose sur une Task force indépendante, composée d'experts du monde universitaire dans les différentes thématiques développées et de représentants du monde de l'entreprise. Les experts de la Task force ne sont pas inféodés au politique. C'est injurieux*», fait savoir le cabinet du ministre-président Paul Magnette.

**«Certains membres de la Task force sont redevables du pouvoir en place.»**

PIERRE-YVES  
JEHOLET  
DÉPUTÉ MR

**«Saupoudrage et copinage subsistent dans la sélection Feder en Wallonie.»**

PHILIPPE HENRY  
DÉPUTÉ ECOLO